

Envoyé en préfecture le 06/02/2024
Reçu en préfecture le 06/02/2024
Publié le
ID : 086-22860011-20240205-24_A_PAPH_001-AR

RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2024-A- DGAS-DA-PAPH-0001

en date du 05 FEV. 2024

fixant le taux de
participation de l'Aide Sociale aux
dépenses de fonctionnement des Foyers
restaurants pour personnes âgées et
adultes handicapés

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 231-3 et L. 241-1 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019 adoptant le Schéma Unique des Solidarités 2020-2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

ARTICLE 1er - La participation du Département de la Vienne aux frais de repas en foyer restaurant, au titre de l'Aide Sociale, est fixée à 5,70 € à compter du 1^{er} janvier 2024 par repas servi aux personnes âgées et aux adultes handicapés ne disposant pas de ressources supérieures au plafond d'attribution de l'ASPA (Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées).

ARTICLE 2 - La contribution laissée à la charge du bénéficiaire de l'Aide Sociale est fixée à 2,09 € par repas.

ARTICLE 3 - Le Directeur Général des Services et la Directrice Générale Adjointe en charge des Solidarités du Département de la Vienne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes gestionnaires concernés et publié sur le site internet du Département « lavienne86.fr ». Il sera transmis au Représentant de l'Etat dans le département et au Service de gestion comptable de la Vienne (Poitiers extérieur).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification pour

1

Envoyé en préfecture le 06/02/2024
Reçu en préfecture le 06/02/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240205-24_A_PAPH_001-AR

les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département laviennne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 BORDEAUX.

Fait à Poitiers, le 05 FEV. 2024

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON